Coordination (3)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 22 avril 1959, d'une demande d'avis sur un projet:

1° d'arrêté royal"relatif au personnel navigant de la force aérienne";

2° d'arrêté ministériel "relatif au personnel navigant de la force aérienne",

a donné le 25 mai 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e april 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van :

1° koninklijk besluit "betreffende het varend personeel van de luchtmacht";

2° ministerieel besluit"betreffende het varend personeel van de luchtmacht",

heeft de 25e mei 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal relatif au personnel navigant de la force aérienne, qui remplace l'arrêté du Régent du 30 août 1946, fixe les diverses catégories du personnel navigant de la force aérienne et les conditions générales qui doivent être remplies pour y être admis.

Il confie, pour le surplus, au Ministre le soin de déterminer les conditions spéciales d'admission aux diverses catégories et de désigner les autorités militaires chargées d'admettre les militaires dans le personnel navigant, de les suspendre ou de les rayer de ce personnel. Par le projet d'arrêté ministériel soumis, en même temps, à la section de législation du Conseil d'Etat, le Ministre prend les mesures dont l'exécution lui est ainsi confiée.

\+

\+ \+

L'article 7 du projet d'arrêté royal dispose :

"Article 7.-

Le personnel visé aux articles 4, 5 et 6, bénéficiera, à l'exclusion de tout autre avantage en matière de rémunération ou d'ancienneté :

1° du régime des allocations et primes dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées;

2° des dispositions des articles 4 et 51 des lois coordonnées sur les pensions militaires, tels qu'ils ont été complétés par la loi du 14 juillet 1930, pour les périodes au cours desquelles il a effectivement fourni des prestations aériennes (périodes pendant lesquelles il est considéré, à l'égal du personnel visé à l'article 2, comme faisant partie du cadre du personnel navigant de la force aérienne)".

/

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, les seuls avantages dont sont exclus les membres du personnel navigant élève, temporaire et occasionnel, sont ceux qui résultent des articles 2 et 3 des lois sur les pensions militaires.

La loi du 14 juillet 1930 compléta les lois sur les pensions militaires pour y insérer diverses dispositions relatives aux membres du personnel navigant de l'aviation militaire.

Cette loi a prévu, d'une part, que les membres du personnel navigant peuvent faire valoir leurs droits à la pension à un âge moins avancé que les autres militaires (article 2 des lois sur les pensions militaires) et, d'autre part, que le Roi a la faculté de les mettre à la pension plus jeunes que les autres militaires (article 3 des lois sur les pensions militaires).

Le législateur a estimé équitable de compenser l'usure physique des aviateurs "par des mesures adéquates ouvrant le droit à une retraite prématurée" (Exposé des motifs - session 1929-1930, Sénat, doc. parl. n° 73).

Cette même loi de 1930 compléta les articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires car, comme le déclarait le Gouvernement dans l'exposé des motifs, "pour rendre possible l'admission des aviateurs à la pension à un âge moins avancé, sans diminuer le montant

.../...

de leur pension, il a fallu augmenter les services effectifs admissibles pour leurs droits à cette pension" (eod.loco). Les articles 4 et 51 ont été complétés afin de prévoir des bonifications de services admissibles.

Les bonifications sont donc accordées, en principe, aux militaires de l'aviation, comme conséquence des modifications apportées aux articles 2 et 3 des lois sur les pensions militaires.

Le Ministre de la Défense nationale de l'époque, le Comte de BROQUEVILLE, précisa, cependant, au cours de la séance du Sénat du 10 juin 1930 (Annales parlementaires, p. 1068) la portée du projet concernant l'octroi des bonifications :

"L'officier d'une autre arme peut, en retournant à cette arme, s'il est encore apte à y faire du service, éviter d'être mis à la pension. J'ajouterai pour plus de clarté encore, que ses droits acquis restent acquis et s'il demande lui-même plus tard à être pensionné ou s'il est atteint par la limite d'âge normale de son arme, on tiendra compte des bonifications d'ancienneté qu'il a méritées par son service à l'aéronautique".

La loi du 14 juillet 1930 s'applique, dès lors, aux membres du personnel navigant pour leur mise à la pension; les modifications apportées aux articles 4 et 51 peuvent s'appliquer en outre aux anciens membres du personnel navigant qui auraient été mis à la pension à un âge moindre que les autres militaires s'ils étaient restés à l'aviation militaire, mais qui ont préféré continuer leur carrière dans une autre arme.

.../...

Au moment du vote de cette loi, la notion de personnel navigant était fixée par l'arrêté royal du 23 décembre 1927 relatif au personnel navigant de l'aéronautique militaire et aux indemnités et primes aéronautiques accordées à ce personnel (Journal militaire officiel 1928, page 1), arrêté modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1929 et 4 avril 1930. Cet arrêté royal du 23 décembre 1927 prévoyait quatre catégories dans le personnel navigant :

- le personnel navigant breveté composé des militaires porteurs d'un des brevets aéronautiques d'aérostier, bombardier ou observateur (arrêté ministériel du 23 décembre 1927 au journal militaire officiel 1928, p. 9); c'était la catégorie des "pilotes d'aviation";
- le personnel navigant élève;
- le personnel navigant en stage;
- le personnel navigant de réserve.

Depuis la loi de 1930, la notion de personnel navigant a certainement évolué et elle doit comprendre sans doute d'autres catégories que celles prévues à cette époque. Il n'en est pas moins que, en disposant en son article 7 que le personnel navigant élève, temporaire et occasionnel, ne bénéficiera que des articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires "pour les périodes au cours

.../...

desquelles il a effectivement fourni des prestations aériennes", le projet doit être examiné au regard de l'ensemble des lois sur les pensions militaires.

L'examen de l'article 7, 2°, du projet au regard de celles-ci place le Gouvernement dans l'alternative suivante :

- ou bien les militaires dont il est question à l'article 7 font partie du personnel navigant au sens des lois sur les pensions militaires et, dès lors, l'article 7 est inutile en ce qu'il leur reconnaît le bénéfice des articles 4 et 51 de ces lois, et illégal en ce qu'il leur refuse le bénéfice des articles 2 et 3 des mêmes lois;

- ou bien les militaires dont il est question à l'article 7 ne font pas partie de ce personnel navigant et, dès lors, le projet est illégal en ce qu'il leur donne le bénéfice des articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires.

Il y a, dès lors, lieu d'omettre l'article 7, 2°, du projet.

+

+ +

.../...

L'article 7, 1°, peut également être omis.

Comme il vient d'être rappelé, les seuls avantages dont l'article 7 du projet exclut les membres du personnel navigant élève, temporaire et occasionnel, sont ceux résultant des articles 2 et 3 des lois sur les pensions militaires.

Il n'est, dès lors, nullement nécessaire de prévoir en l'article 7, 1°, qu'ils bénéficient du régime des allocations aéronautiques.

\+

\+ \+

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat de donner un avis sur l'opportunité de reconnaître la qualité de membre du personnel navigant à tel ou tel militaire.

C'est au Gouvernement à prendre une décision à la lumière des observations générales qui viennent d'être formulées.

Il y a cependant lieu de faire des observations particulières concernant les militaires visés aux articles 9, 3°, et 11 du projet d'arrêté ministériel.

.../...

L'article 9, 3°, dispose que "la qualité de personnel navigant temporaire est reconnue aux :

3° membres du personnel navigant breveté en service après la limite d'âge et qui continuent à effectuer des prestations aériennes en rapport avec le brevet dont ils sont détenteurs".

L'arrêté royal du 28 septembre 1953 relatif à la mise à la retraite de certains officiers subalternes du personnel navigant de la force aérienne admis à un emploi au sol, a dérogé à la réglementation relative aux limites d'âge pour l'admission à la pension, en faveur des officiers subalternes membres du personnel navigant désignés pour occuper un emploi au sol.

L'article 4 de cet arrêté dispose :

"Les officiers maintenus en service dans un emploi au sol sont assimilés, pour l'octroi des allocations aéronautiques, à des membres du personnel navigant temporaire".

En disposant en son article 7, 2°, que les dispositions des articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires leur sont applicables, le projet non seulement modifie l'arrêté royal du 28 septembre 1953 qui n'assimile ces militaires aux membres du

.../...

personnel navigant temporaire que pour l'octroi des allocations aéronautiques, mais, de plus, n'obéit pas au prescrit de la loi de 1930 qui fait cesser l'octroi des bonifications à partir du moment où le militaire ne fait plus partie du personnel navigant.

\+

\+ \+

Après avoir déterminé en son article 10 les militaires qui peuvent faire partie du personnel navigant occasionnel, le projet d'arrêté ministériel ajoute, en son article 11 :

"Le chef d'état-major général de la force aérienne peut autoriser la reconnaissance de la qualité de personnel navigant occasionnel à d'autres militaires qui, pour des raisons de service, doivent occasionnellement effectuer des prestations aériennes".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition permet au chef d'état-major général de la force aérienne de faire entrer dans le personnel navigant occasionnel des militaires qui ne remplissent aucune des conditions fixées d'une manière générale et objective par le Roi ou par le Ministre; ce sera, en définitive, cet officier supérieur qui prendra des mesures pour exécuter, à l'égard de certains militaires, les articles 4 et 51 des lois sur les pensions militaires.

.../...

De plus, une telle disposition ira à l'encontre de l'article 9, § 3, du projet d'arrêté royal qui accorde au Ministre le soin de fixer les qualifications que les militaires doivent posséder pour pouvoir faire partie du personnel navigant occasionnel; il ne peut appartenir au Ministre d'accorder au chef d'état-major général la compétence de fixer ces qualifications, alors que le Ministre ne peut lui-même le faire que par la délégation que lui donne le Roi. Cette disposition doit, dès lors, être omise.

\+

\+ +

Les deux projets doivent être examinés au regard de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, et de la loi de la même date sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

Ces deux lois disposent qu'il faut être agréé comme candidat officier ou sous-officier auxiliaire; les arrêtés royaux du 2 janvier 1956 confient le pouvoir d'agréation au Ministre de la Défense nationale.

Elles disposent également que l'engagement des candidats officiers et des officiers auxiliaires (articles 5 et 9), ainsi que celui des candidats sous-officiers et des sous-officiers auxiliaires (articles 5 et 8) peuvent être résiliés pour motif disciplinaire, inaptitude morale et professionnelle; le Ministre est compétent pour prononcer la résiliation de l'engagement des candidats. Le Roi prononce la résiliation de l'engagement des officiers et le Ministre la résiliation de celui des sous-officiers, après avis d'une commission d'enquête.

.../...

En disposant, en son article 8, que l'admission dans le personnel navigant ainsi que la radiation sont prononcées par l'autorité désignée par le Ministre et, en son article 10, que les radiations peuvent être prononcées pour indiscipline ou inaptitude professionnelle, le projet ne tient pas compte des dispositions législatives qui viennent d'être rappelées.

Il en est de même des articles 1er et 2 du projet d'arrêté ministériel.

Il y aurait, dès lors, lieu d'insérer dans le projet d'arrêté royal un article précisant qu'il est pris sans préjudice de l'application de ces deux lois et des arrêtés qui les ont exécutées.

\+

\+ \+

Le projet d'arrêté royal contient des dispositions ayant trait à l'aptitude physique au service aérien; il en est question aux articles 9 à 11.

Le projet d'arrêté ministériel contient, lui aussi, des dispositions relatives à la même matière en ses articles 3, 7 et 8.

La question de l'aptitude au service aérien est actuellement réglée par l'arrêté du Régent du 27 décembre 1946 portant approbation de la réglementation médicale d'aptitude physique au service du personnel navigant de l'aviation militaire. Il est inutile de rappeler dans les projets actuels les dispositions de cette réglementation; cela ne pourrait que provoquer de la confusion, notamment sur le point de savoir quelle autorité est compétente pour rayer du personnel navigant pour inaptitude physique.

L'omission dans le projet de ces dispositions sera encore beaucoup plus nécessaire lorsque sera prise la nouvelle réglementation sur l'aptitude au service aérien au sujet de laquelle le Conseil d'Etat a donné son avis le 8 décembre 1958 (projets L. 6329 et 6331). Il faut ajouter que cette nouvelle réglementation devrait être complétée par des dispositions relatives à l'aptitude au service aérien du personnel navigant occasionnel que le projet actuel crée.

+

+ +

Suivant l'article 10 du projet d'arrêté royal "les suspensions et radiations peuvent être prononcées pour cause d'indiscipline, d'inaptitude professionnelle..".

L'article 8 du même projet dispose que "la suspension et la radiation sont prononcées, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques, par l'autorité désignée par le Ministre de la Défense nationale".

Dans le projet d'arrêté ministériel, le Ministre désigne cette autorité mais aucun des deux projets ne prévoit l'audition du militaire intéressé alors que les suspensions et radiations du personnel navigant, lorsqu'elles sont prononcées pour des raisons de discipline, ne peuvent être prises, suivant les principes généraux du droit, qu'après avoir donné à l'intéressé la faculté de faire valoir, d'une manière ou d'une autre, ses moyens de défense. L'instruction ministérielle actuellement appliquée prévoit l'audition du militaire intéressé par une commission d'aptitude (circulaire du service du personnel de la force aérienne du 27 avril 1956, "Statut du personnel navigant de la force aérienne").

Il y aurait, dès lors, lieu de compléter le projet sur ce point.

+

Aux termes de l'article 3 du projet d'arrêté ministériel, "la reconnaissance de la qualité de personnel navigant temporaire et de personnel navigant occasionnel est accordée pour une période limitée".

Il y aurait lieu de compléter cette disposition en précisant l'autorité chargée de fixer la durée de cette période.

\+

\+ \+

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger les deux projets comme suit :

ARRETE ROYAL RELATIF AU PERSONNEL NAVIGANT DE LA FORCE AERIENNE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66, alinéa 1er, 67 et 68 de la Constitution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

Le personnel navigant de la force aérienne comprend :

1° le personnel navigant breveté;

2° le personnel navigant de réserve.

En outre, des militaires de tout rang, appartenant ou non à la force aérienne, sont qualifiés personnel navigant élève, personnel navigant temporaire ou personnel navigant occasionnel.

Article 2.-

Appartient au personnel navigant breveté, le militaire de la force aérienne porteur d'un brevet aéronautique délivré par la force aérienne, dans une des spécialités du personnel navigant breveté.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les différents brevets aéronautiques et les conditions auxquelles ils sont conférés.

Article 3.-

Appartient au personnel navigant de réserve, le membre du personnel navigant breveté qui, ayant quitté le service actif de la force aérienne, est admis à effectuer des prestations aériennes d'entraînement.

.../...

Article 4.-

Est qualifié personnel navigant élève, le personnel qui,ne possédant pas de brevet aéronautique, suit à la force aérienne un cours en vue d'obtenir un tel brevet.

Le militaire est admis dans le personnel navigant élève après avoir effectué au moins un vol d'instruction.

Article 5.-

Est qualifié personnel navigant temporaire, le personnel qui exerce à la force aérienne des fonctions comportant des prestations aériennes régulières.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les fonctions qui comportent de telles prestations; il fixe les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir les exercer.

Article 6.-

Est qualifié personnel navigant occasionnel, le personnel qui exerce à la force aérienne des fonctions ne comportant qu'occasionnellement des prestations aériennes.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les fonctions qui comportent de telles prestations; il fixe les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir les exercer.

.../...

Article 7.-

§ 1er. L'admission dans une catégorie du personnel navigant est prononcée, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques, par l'autorité militaire désignée par le Ministre de la Défense nationale.

§ 2. La suspension et la radiation d'une catégorie du personnel navigant sont prononcées pour cause d'indiscipline ou d'inaptitude professionnelle, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques, par l'autorité militaire désignée par le Ministre de la Défense nationale; l'intéressé doit être mis à même de présenter oralement ou par écrit ses explications.

Article 8.-

Le présent arrêté est applicable sans préjudice :

1° des dispositions spéciales relatives à l'admission dans le cadre des officiers et des sous-officiers auxiliaires de la force aérienne et à la résiliation de leur engagement;

2° de la réglementation relative aux commissions militaires d'aptitude et de réforme;

3° de la réglementation relative à l'aptitude au service aérien.

.../...

Article 9.-

L'arrêté du Régent du 30 août 1946 relatif au personnel navigant de la force aérienne, modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1951, est abrogé.

Article 10.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet (ou octobre)1959 .

Article 11.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

- - - - - - - - - - - - -

.../...

ARRETE MINISTERIEL RELATIF AU PERSONNEL NAVIGANT DE LA FORCE AERIENNE.

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté royal du ... relatif au personnel navigant de la force aérienne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Section 1ère. - Du personnel navigant breveté.

Article 1er.-

Les admissions, suspensions et radiations des membres du personnel navigant breveté sont prononcées par le chef d'état-major général de la force aérienne.

Article 2.-

§ 1er. Les brevets qui peuvent être octroyés au personnel navigant de la force aérienne sont :

1° le brevet de pilote;

2° le brevet de navigateur;

3° le brevet d'observateur radar;

4° le brevet de radio-télégraphiste de bord.

§ 2. Le brevet de radio-télégraphiste de bord ne peut être décerné qu'aux sous-officiers et caporaux; toutefois, les officiers qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont porteurs de ce brevet, peuvent être investis de cette fonction en qualité d'of-

Article 3.-

Les brevets aéronautiques sont octroyés aux militaires qui ont suivi avec succès le cours de formation dont le programme et les modalités sont fixés par le chef d'état-major général de la force aérienne.

Les cours requis à cet effet sont donnés dans les écoles organisées au sein du Ministère de la Défense nationale ou à l'étranger.

Section 2. - Du personnel navigant de réserve.

Article 4.-

Les admissions, suspensions et radiations des membres du personnel navigant de réserve sont prononcées par le chef d'état-major général de la force aérienne.

Article 5.-

Le chef d'état-major général de la force aérienne détermine les prestations aériennes nécessaires à l'entraînement du personnel navigant de réserve.

Tout membre du personnel navigant de réserve qui n'effectue pas les prestations imposées est suspendu d'office et sans préavis du personnel navigant de réserve.

Le chef d'état-major général de la force aérienne peut, à tout moment, dans les limites fixées par la loi, ordonner le rappel du personnel navigant de réserve pour une période d'entraînement.

/

Article 6.-

Tout membre du personnel navigant de réserve qui n'est pas en activité doit signaler à son chef de corps toute affection ou tout accident ayant provoqué une incapacité de travail de plus de vingt jours.

Article 7.-

Les membres du personnel navigant de réserve qui ne se soumettent pas aux examens médicaux prescrits en application de la réglementation sur l'aptitude au service aérien sont suspendus d'office.

Section 3. - Du personnel navigant élève.

Article 8.-

Les admissions, suspensions et radiations des membres du personnel navigant élève sont prononcées par le commandant de groupement "instruction et entraînement".

Section 4. Du personnel navigant temporaire.

Article 9.-

Les admissions, suspensions et radiations des membres du personnel navigant temporaire sont prononcées par le commandant du groupement de l'intéressé ou par l'autorité militaire, ayant rang de commandant de groupement, dont il dépend.

L'admission est accordée pour une durée fixée par ... (à compléter)

Article 10.-

Peuvent être admis dans le personnel navigant temporaire les militaires exerçant les fonctions suivantes :

1° mécanicien de bord pour avions de transport;

2° opérateur de treuil d'hélicoptère;

3° technicien photographe en mission de photographie aérienne.

Section 5. - Personnel navigant occasionnel

Article 11.-

Les admissions, suspensions et radiations des membres du personnel navigant occasionnel sont prononcées par le commandant du groupement de l'intéressé ou par l'autorité militaire, ayant rang de commandant de groupement, dont il dépend.

L'admission est accordée pour une durée, fixée par ... (à compléter)

Article 12.-

Peuvent être admis dans le personnel navigant occasionnel les militaires exerçant les fonctions suivantes :

1° technicien ou spécialiste désigné pour des essais en vol, mise au point, mission spéciale à caractère technique, réception et contrôle;

.../...

2° médecin en service à la force aérienne, désigné en vue de recherches scientifiques et d'étude de la psychologie de l'aviateur;

3° médecin en mission de convoiement de malades;

4° prévisionniste du service météorologique de la force aérienne, désigné pour effectuer des reconnaissances météorologiques;

5° interprétateur en photographie aérienne.

Bruxelles, le

Het ontwerp-koninklijk besluit betreffende het varend personeel van de luchtmacht, dat het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 vervangt, bepaalt welke categorieën van varend personeel der luchtmacht er zijn en aan welke algemene voorwaarden moet worden voldaan om daarin te worden opgenomen.

Voorts gelast het de Minister de bijzondere voorwaarden van opneming in elke categorie vast te stellen en de militaire overheden aan te wijzen die militairen onder het varend personeel opnemen, schorsen of schrappen. Door middel van het ontwerp-ministerieel besluit dat tezelfdertijd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, stelt de Minister de maatregelen vast waarvan de uitvoering hem is opgedragen.

\+

\+ \+

Artikel 7 van het ontwerp-koninklijk besluit bepaalt :

"Artikel 7.-

Het personeel aangehaald in de artikelen 4, 5 en 6 zal genieten, met uitsluiting van elk ander voordeel op gebied van bezoldiging of anciënniteit :

1° van het regime van toelagen en premiën verschuldigd voor luchtvaartprestaties door het personeel van de krijgsmachten volbracht ;

.../...

2° van de schikkingen van de artikelen 4 en 51 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, zoals ze aangevuld werden door de wet van 14 juli 1930 voor de periodes gedurende dewelke het werkelijk luchtvaartprestaties volbracht (gedurende deze periodes wordt het op gelijke voet gesteld met het personeel aangehaald in artikel 2, als deel uitmakend van het kader van het varend personeel van de luchtmacht)".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg zijn de enige voordelen waarvan leden van het leerlingen-, tijdelijk en gelegenheids-varend personeel zijn uitgesloten, die welke voortvloeien uit de artikelen 2 en 3 van de wetten op de militaire pensioenen.

De wet van 14 juli 1930 heeft de wetten op de militaire pensioenen aangevuld met een aantal bepalingen betreffende de leden van het varend personeel van het militair vliegwezen.

Deze wet heeft enerzijds bepaald, dat leden van het varend personeel op lagere leeftijd dan andere militairen hun rechten op pensioen kunnen doen gelden (artikel 2 van de wetten op de militaire pensioenen) en, anderzijds, dat de Koning hen op jongere leeftijd dan andere militairen op pensioen kan stellen (artikel 3 van de wetten op de militaire pensioenen).

.../...

De wetgever heeft het billijk geacht de lichamelijke uitputting van vliegers te compenseren door aangepaste maatregelen die hun recht geven op vervroegde inrustestelling (memorie van toelichting - zitting 1929-1930, Senaat, parl.doc. nr 73).

Diezelfde wet van 1930 heeft de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen aangevuld; immers, zo verklaarde de Regering in de memorie van toelichting, om de vliegers op vroegere leeftijd tot het pensioen toe te laten zonder het bedrag van hun pensioen te verminderen, moesten de werkelijke diensten die in aanmerking komen voor hun recht op dat pensioen, worden verhoogd (eod.loco). De artikelen 4 en 51 zijn aangevuld met bepalingen inzake bonificaties van in aanmerking te nemen diensten.

De bonificaties worden dus in beginsel aan de militairen van het vliegwezen toegekend als gevolg van de wijziging van de artikelen 2 en 3 van de wetten op de militaire pensioenen.

De toenmalige Minister van Landsverdediging, graaf de Broqueville, heeft echter in de Senaatsvergadering van 10 juni 1930 (Parl.handel., blz. 1068) de strekking van het ontwerp betreffende de toekenning van bonificaties als volgt toegelicht :

"L'officier d'une autre arme peut, en retournant à cette arme, s'il est encore apte à y faire du service, éviter d'être mis à la pension. J'ajouterai pour plus de clarté encore, que ses droits acquis restent acquis et s'il demande lui-même plus tard à être pensionné ou s'il est atteint par la limite d'âge normale de son arme, on tiendra compte des bonifications d'ancienneté qu'il a méritées par son service à l'aéronautique"

De wet van 14 juli 1930 is dus op de leden van het varend personeel toepasselijk wat hun oppensioenstelling betreft ; de wijzigingen van de artikelen 4 en 51 kunnen bovendien toepassing vinden ten aanzien van gewezen leden van het varend personeel, die op lagere leeftijd dan andere militairen op pensioen zouden zijn gesteld, indien zij bij het militaire vliegwezen waren gebleven, maar die er de voorkeur hebben aan gegeven hun loopbaan bij een ander wapen voort te zetten.

Op het tijdstip dat deze wet werd goedgekeurd, was het begrip varend personeel vastgelegd bij het koninklijk besluit van 23 december 1927 betreffende het varend personeel van de militaire luchtvaart en de luchtvaartvergoedingen en -premiën die aan dit personeel werden toegekend (Journal militaire officiel 1928, blz. 1), welk besluit gewijzigd is bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1929 en 4 april 1930. Dit koninklijk besluit van 23 december 1927 deelde het varend personeel in vier categorieën in :

- het gebrevetteerd varend personeel bestaande uit militairen houders van één der luchtvaartbrevetten van luchtschipper, bomwerper of waarnemer (ministerieel besluit van 23 december 1927, Journal militaire officiel 1928, blz. 9): dit was de categorie van de "piloten van het vliegwezen";
- het varend leerlingenpersoneel ;
- het stagedoend varend personeel ;
- het reserve-varend personeel.

.../...

Sedert de wet van 1930 is het begrip varend personeel ongetwijfeld geëvolueerd en omvat het voorzeker andere categorieën dan vroeger bestonden. Niettemin moet het ontwerp, waar het in artikel 7 bepaalt dat het leerlingen-, tijdelijk- en gelegenheids-varend personeel het voordeel van de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen alleen zal genieten "voor de periodes gedurende dewelke het werkelijk luchtvaartprestaties volbracht", worden onderzocht in het licht van het geheel der wetten op de militaire pensioenen.

Het onderzoek van artikel 7, 2°, van het ontwerp in het licht van deze wetten stelt de Regering voor de volgende keuze :

- ofwel behoren de in artikel 7 bedoelde militairen tot het varend personeel in de betekenis van de wetten op de militaire pensioenen, en dan is artikel 7 overbodig inzover het hun het voordeel toekent van de artikelen 4 en 51 van die wetten, en is het onwettig inzover het hun het voordeel weigert van de artikelen 2 en 3 van diezelfde wetten ;

- ofwel behoren de in artikel 7 bedoelde militairen niet tot het varend personeel, en dan is het ontwerp onwettig inzover het hun het voordeel toekent van de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen.

Artikel 7, 2°, van het ontwerp behoort dus te vervallen.

\+

\+ \+

Ook artikel 7, 1°, kan vervallen.

Zoals reeds is gezegd, zijn de enige voordelen waarvan artikel 7 van het ontwerp de leden van het leerlingen-, tijdelijk en gelegenheids- varend personeel uitsluit, die welke voortvloeien uit de artikelen 2 en 3 van de wetten op de militaire pensioenen.

In artikel 7, 1°, hoeft dus niet te worden bepaald, dat zij het voordeel genieten van "het regime van toelagen en premiën verschuldigd voor luchtvaart-prestaties".

\+

\+ +

Het komt de Raad van State niet toe, advies te geven over de gepastheid een of ander militair als lid van het varend personeel te erkennen.

Hierin moet de Regering een beslissing nemen aan de hand van de zoëven gemaakte algemene opmerkingen.

Toch zijn bijzondere opmerkingen te maken ten aanzien van de militairen die in de artikelen 9, 3°, en 11 van het ontwerp-ministerieel besluit zijn bedoeld.

.../...

Artikel 9, 3°, bepaalt dat "de hoedanigheid van tijdelijk varend personeel wordt toegekend aan :
3° leden van het gebrevetteerd varend personeel in dienst na de ouderdomsgrens en die nog luchtvaartprestaties volbrengen in verhouding met het brevet waarvan ze houder zijn".

Het koninklijk besluit van 28 september 1953 betreffende het op rustpensioen stellen van bepaalde lagere officieren van het varend personeel der luchtmacht die tot een betrekking bij het grondpersoneel worden toegelaten, is van de regeling inzake grensleeftijd voor toelating tot het pensioen afgeweken ten behoeve van lagere officieren van het varend personeel, die aangewezen werden om betrekkingen bij het grondpersoneel te bekleden.

Artikel 4 van dit besluit bepaalt :

"De officieren die in dienst worden gehouden in een betrekking bij het grondpersoneel, worden voor de toekenning der luchtvaarttoelagen met tijdelijk varend personeel gelijkgesteld".

Waar het ontwerp in artikel 7, 2°, bepaalt, dat de "schikkingen van de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen" op hen toepasselijk zijn, wijzigt het niet alleen het koninklijk besluit van 28 september 1953, dat deze militairen met leden van het tijdelijk varend personeel alleen gelijkstelt voor de

.../...

toekenning van luchtvaarttoelagen ; het voldoet ook niet aan het voorschrift van de wet van 1930, die aan de toekenning van bonificaties een einde maakt zodra de militair niet meer tot het varend personeel behoort.

\+

\+ +

Na in artikel 10 te hebben gezegd welke militairen tot het gelegenheids- varend personeel kunnen behoren, voegt het ontwerp-ministerieel besluit er in artikel 11 aan toe :

"Het hoofd van de generale staf van de luchtmacht mag de erkenning van de hoedanigheid van gelegenheidsvarend personeel toelaten aan andere militairen die wegens dienstredenen bij gelegenheid luchtvaartopdrachten moeten uitvoeren".

Zoals deze bepaling is gesteld, machtigt zij het hoofd van de generale staf van de luchtmacht om bij het gelegenheids- varend personeel van de luchtmacht, militairen op te nemen die aan geen enkele van de voorwaarden voldoen, welke op algemene en objectieve wijze door de Koning of door de Minister zijn vastgesteld ; uiteindelijk zal deze hoofdofficier maatregelen nemen om, ten aanzien van sommige militairen, de artikelen 4 en 51 van de wetten op de militaire pensioenen uit te voeren.

.../...

Zulke bepaling zal bovendien in strijd zijn met artikel 9, § 3, van het ontwerp-koninklijk besluit dat de Minister belast met het vaststellen van kwalificaties die de militairen moeten bezitten om bij het gelegenheids- varend personeel te worden opgenomen ; het kan de Minister niet toekomen, het hoofd van de generale staf de bevoegdheid te verlenen om die kwalificaties vast te stellen, aangezien hij het zelf niet kan doen, tenzij de Koning hem daartoe machtigt.

Deze bepaling behoort dus te vervallen.

\+

\+ +

Beide ontwerpen moeten worden onderzocht in het licht van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulp-officieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, en van de wet van dezelfde datum betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Beide wetten bepalen, dat men als kandidaat hulpofficier of als kandidaat hulponderofficier moet zijn "aanvaard"; de koninklijke besluiten van 2 januari 1956 gelasten de Minister van Landsverdediging met de "aanvaarding".

Zij bepalen ook dat de dienstverbintenis van kandidaat hulpofficieren en hulpofficieren (artikelen 5 en 9), van kandidaat hulponderofficieren en hulponderofficieren (artikelen 5 en 8) kunnen worden verbroken om tuchtredenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid ; de Minister is bevoegd om de verbreking van de dienstverbintenis der kandidaten uit te spreken. De Koning spreekt de verbreking van dienstverbintenissen der officieren uit en de Minister die der onderofficieren, na het advies van een onderzoeks-

Waar het ontwerp in artikel 8 bepaalt, dat de opneming in het varend personeel evenals de schrapping worden uitgesproken door de overheid welke de Minister aanwijst, en in artikel 10, dat de schrappingen mogen worden uitgesproken wegens tuchtredenen of beroepsongeschiktheid, houdt het geen rekening met evengenoemde wetsbepalingen.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 1 en 2 van het ontwerp-ministerieel besluit.

Men voege derhalve in het ontwerp-koninklijk besluit een artikel in, waarin wordt gezegd dat het besluit is vastgesteld onverminderd de toepassing van deze beide wetten en van hun uitvoeringsbesluiten.

\+

\+ \+

Het ontwerp-koninklijk besluit bevat bepalingen die betrekking hebben op de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst. Daarover wordt gehandeld in de artikelen 9 tot 11.

Ook het ontwerp-ministerieel besluit bevat bepalingen betreffende dezelfde stof, in de artikelen 3, 7 en 8.

De kwestie van de geschiktheid voor luchtdienst is thans geregeld door het besluit van de Regent van 27 december 1946 houdende geneeskundig

.../...

reglement inzake lichamelijke geschiktheid voor de dienst van het varend personeel van het militair vliegwezen. Het is onnodig in de huidige ontwerpen de bepalingen van dat reglement te herhalen ; dit kan alleen verwarring stichten, vooral wat betreft de vraag welke overheid bevoegd is om leden van het varend personeel wegens lichamelijke ongeschiktheid te schrappen.

Het weglaten van deze bepalingen uit het ontwerp zal des te meer noodzakelijk zijn, wanneer de nieuwe reglementering betreffende de geschiktheid voor luchtdienst, waarover de Raad van State op 8 december 1958 advies heeft gegeven (ontwerpen L.6329 en 6331), zal zijn vastgesteld. Hier moge nog worden aan toegevoegd, dat deze nieuwe reglementering zou moeten worden aangevuld met bepalingen betreffende de geschiktheid voor de luchtdienst van het door het ontwerp ingestelde gelegenheids-varend personeel.

\+

\+ \+

Luidens artikel 10 van het ontwerp-koninklijk besluit "mogen de schorsingen en schrappingen worden uitgesproken wegens tuchtredenen, beroepsongeschiktheid ...".

Artikel 8 van hetzelfde ontwerp bepaalt dat "de schorsing en de schrapping worden uitgesproken, op gemotiveerde voordracht van de hiërarchische meerderen, door de overheid aangeduid door de Minister van Landsverdediging".

.../...

In het ontwerp- ministerieel besluit wijst de Minister deze overheid aan, maar geen van beide ontwerpen zegt dat de betrokken militair moet worden gehoord, ofschoon schorsingen en schrappingen van leden van het varend personeel, wanneer zij om tuchtredenen worden uitgesproken, volgens de algemene rechtsbeginselen eerst kunnen worden uitgesproken nadat aan de betrokkene gelegenheid is gegeven op de ene of andere manier zijn verweermiddelen voor te dragen. De thans geldende ministeriële onderrichting bepaalt, dat de betrokken militair wordt gehoord door een commissie inzake geschiktheid (omzendbrief van de dienst personeel van de luchtmacht van 27 april 1956,"statuut van het varend personeel van de luchtmacht").

Het ontwerp behoort dus op dit punt te worden aangevuld.

\+

\+ +

Volgens artikel 3 van het ontwerp-ministerieel besluit, "wordt de erkenning van de hoedanigheid van tijdelijk varend personeel en van gelegenheids- varend personeel toegestaan voor een beperkte periode".

Aan deze bepaling moet worden toegevoegd, welke overheid de duur van die periode bepaalt.

\+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State voor, de twee ontwerpen als volgt te lezen :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET VAREND PERSONEEL VAN DE LUCHTMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66, eerste lid, 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het varend personeel van de luchtmacht omvat :

1° het gebrevetteerd varend personeel;

2° het reserve- varend personeel.

Daarenboven worden militairen van alle rang, al dan niet tot de luchtmacht behorend, gekwalificeerd als leerling- varend personeel, tijdelijk varend personeel of gelegenheids- varend personeel.

.../...

Artikel 2.-

Tot het gebrevetteerd varend personeel behoort de militair van de luchtmacht die houder is van een door de luchtmacht afgegeven luchtvaartbrevet in een der specialiteiten van het gebrevetteerd varend personeel.

De Minister van Landsverdediging bepaalt welke luchtvaartbrevetten er zijn en onder welke voorwaarden ze worden toegekend.

Artikel 3.-

Tot het reserve- varend personeel behoort het lid van het gebrevetteerd varend personeel dat uit de actieve dienst van de luchtmacht is getreden en gemachtigd is tot het uitvoeren van trainingsluchtvaartprestaties.

Artikel 4.-

Als leerling- varend personeel wordt gekwalificeerd, het personeel dat geen luchtvaartbrevet bezit en bij de luchtmacht een leergang volgt tot het verkrijgen van een zodanig brevet.

De militair wordt bij het leerling- varend personeel opgenomen na ten minste één onderrichtingsvlucht te hebben volbracht.

.../...

Artikel 5.-

Als tijdelijk varend personeel wordt gekwalificeerd, het personeel dat bij de luchtmacht functies uitoefent waaraan regelmatige luchtvaartprestaties verbonden zijn.

De Minister van Landsverdediging bepaalt aan welke functies zulke prestaties verbonden zijn en onder welke voorwaarden die functies moeten worden uitgeoefend.

Artikel 6.-

Als gelegenheids- varend personeel wordt gekwalificeerd, het personeel dat bij de luchtmacht functies uitoefent waaraan slechts bij gelegenheid luchtvaartprestaties verbonden zijn.

De Minister van Landsverdediging bepaalt aan welke functies zulke prestaties verbonden zijn en onder welke voorwaarden die functies moeten worden uitgeoefend.

Artikel 7.-

§ 1. De beslissing tot opneming in een categorie van het varend personeel wordt op gemotiveerd voorstel van de hiërarchische meerderen genomen door de militaire overheid welke de Minister van Landsverdediging heeft aangewezen.

§ 2. De beslissing tot schorsing of schrapping als lid van een categorie van het varend personeel wordt wegens tuchteloosheid of beroepsongeschikt-

heid, op gemotiveerd voorstel van de hiërarchische meerderen, genomen door de militaire overheid welke de Minister van Landsverdediging aanwijst; aan de betrokkene moet de gelegenheid worden gegeven om zich mondeling of schriftelijk te verantwoorden.

Artikel 8.-

Dit besluit vindt toepassing onverminderd :

1° de bijzondere bepalingen betreffende de toelating tot het kader der hulpofficieren en hulponderofficieren van de luchtmacht en betreffende de verbreking van hun dienstverbintenis;

2° de reglementering betreffende de militaire commissies inzake geschiktheid en reform;

3° de reglementering betreffende de geschiktheid voor luchtdienst.

Artikel 9.-

Het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 betreffende het varend personeel van de luchtmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1951, wordt opgeheven.

Artikel 10.-

Dit besluit treedt in werking op 1 juli (of oktober) 1959.

.../...

Artikel 11.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

- - - - - - - - - - - -

.../...

MINISTERIEEL BESLUIT BETREFFENDE HET VAREND PERSONEEL VAN DE LUCHTMACHT.

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van ... betreffende het varend personeel van de luchtmacht;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Afdeling 1. - Gebrevetteerd varend personeel.

Artikel 1.-

Beslissingen tot opneming, schorsing of schrapping van leden van het gebrevetteerd varend personeel worden door het hoofd van de generale staf van de luchtmacht genomen.

Artikel 2.-

§ 1. Aan varend personeel van de luchtmacht kunnen de volgende brevetten worden toegekend :

1° brevet van piloot;

2° brevet van navigator;

3° brevet van radarwaarnemer;

4° brevet van boordradiotelegrafist.

.../...

§ 2. Het brevet van boordradiotelegrafist kan alleen aan onderofficieren en korporaals worden toegekend; officieren die, op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit, houder zijn van dit brevet, kunnen echter als officier met dat ambt worden bekleed.

Artikel 3.-

Luchtvaartbrevetten worden toegekend aan militairen die met vrucht de opleidingscursus hebben gevolgd waarvan het hoofd van de generale staf van de luchtmacht het programma en de nadere regelen vaststelt.

De daartoe vereiste cursussen worden gegeven in de scholen die bij het Ministerie van Landsverdediging of in het buitenland zijn ingericht.

Afdeling 2. - Reserve- varend personeel.

Artikel 4.-

Beslissingen tot opneming, schorsing of schrapping van leden van het reserve- varend personeel worden door het hoofd van de generale staf van de luchtmacht genomen.

.../...

Artikel 5.-

Het hoofd van de generale staf van de luchtmacht bepaalt welke luchtvaartprestaties voor de training van het reserve- varend personeel nodig zijn.

Ieder lid van het reserve- varend personeel dat de opgelegde prestaties niet uitvoert, wordt ambtshalve en zonder opzegging uit het reserve- varend personeel geschorst.

Het hoofd van de generale staf van de luchtmacht mag, te allen tijde, binnen de door de wet gestelde grenzen de wederoproeping van het reserve-varend personeel voor een trainingsperiode bevelen.

Artikel 6.-

Ieder lid van het reserve- varend personeel dat niet in werkelijke dienst is, moet zijn korpscommandant kennis geven van alle kwalen of ongevallen die arbeidsongeschiktheid van meer dan twintig dagen hebben veroorzaakt.

Artikel 7.-

Leden van het reserve- varend personeel die zich niet onderwerpen aan de geneeskundige onderzoekingen voorgeschreven bij toepassing van de reglementering inzake geschiktheid voor luchtdienst, worden van ambtswege geschorst.

.../...

Afdeling 3. - Leerling- varend personeel.

Artikel 8.-

Beslissingen tot opneming, schorsing of schrapping van leden van het leerling- varend personeel worden door de commandant van de groep "onderricht en training" genomen.

Afdeling 4. - Tijdelijk varend personeel.

Artikel 9.-

Beslissingen tot opneming, schorsing of schrapping van tijdelijk varend personeel worden genomen door de commandant van de groep van de betrokkene of door de militaire overheid, met rang van groepscommandant, onder wie hij ressorteert.

De opneming wordt toegestaan voor een periode, bepaald door ... (aan te vullen).

Artikel 10.-

Bij het tijdelijk varend personeel kunnen worden opgenomen militairen die de volgende functies uitoefenen :

1° boordmecanicien voor transportvliegtuigen;

2° bediener windas voor hefschroefvliegtuigen;

3° fototechnicus met luchtfotografie belast.

Afdeling 5. - Gelegenheids- varend personeel.

Artikel 11.-

Beslissingen tot opneming, schorsing of schrapping van gelegenheids- varend personeel worden genomen door de commandant van de groep van de betrokkene of door de militaire overheid, met rang van groepscommandant, onder wie hij ressorteert.

De opneming wordt toegestaan voor een periode, bepaald door ... (aan te vullen).

Artikel 12.-

Bij het gelegenheids- varend personeel kunnen worden opgenomen militairen die de volgende functies uitoefenen :

1° technicus of specialist aangewezen voor proefvluchten, afstelling, bijzondere opdracht met technisch karakter, ontvangst en controle;

2° geneesheer in dienst bij de luchtmacht, aangewezen voor wetenschappelijke opzoekingen en voor de studie van de psychologie van de vlieger;

3° geneesheer met als opdracht het begeleiden van zieken;

4° weervoorspeller bij de weerkundige dienst van de luchtmacht aangewezen om weerkundige verkenningen uit te voeren;

5° luchtfotoverklaarder.

Brussel, de

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.